

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2240>



Les 60 000 postes, alors on les a ou on ne les a pas ?

- Éducation -



Publication date: mardi 4 octobre 2016

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Ce dernier budget du quinquennat est l'occasion de faire le bilan sur la réalité des 60 000 postes, une (des nombreuses) promesses du candidat Hollande. Si le ministère claironne dans tous les médias sur l'engagement tenu, la réalité est plus complexe, forcément...

Premier tour de bonneteau dans le supérieur

Tout d'abord il convient de rappeler que, dans ces 60 000 postes, 1 000 étaient prévus pour l'enseignement agricole et 5 000 pour le supérieur. Ces derniers existent dans les différents budgets votés par le Parlement mais ne se sont guère concrétisés dans les universités qui, faute de financements suffisants pour payer leurs dépenses courantes, ont gelés de nombreux postes au recrutement.

Deuxième tour de bonneteau avec les postes hors enseignement

Sur les 54 000 postes qui restent, la loi de programmation prévoyait la création de 26 000 postes de stagiaires, 1 000 postes de formateurs-trices, 14 000 d'enseignant-es du premier degré, 7 000 du second degré et 6 000 postes d'accompagnement divers (CPE, administratifs, AESH, AED...).

Si les créations de postes de stagiaires ont été dépassées avec 29 245 emplois, dont 13 011 dans le premier degré public, la promesse de 6 000 postes hors enseignant-es n'a pas été tenue avec seulement 4 459 créations parmi lesquelles des redéploiements de moyens. Les postes de formateurs-trices ont, eux, disparu des radars et il manquera au final 1 259 postes sur les 21 000 postes d'enseignant-es titulaires.

Troisième tour de bonneteau : la priorité au primaire

C'est le premier degré qui pâtit le plus de ces non-créations avec un déficit de près de 3 000 postes sur les 14 000 annoncés. Et que dire de la répartition qui avait été initialement annoncée ! 2 400 créations de « plus de maîtres » et une cinquantaine de postes Rased sur les 7 000 dévolus et un peu plus de 1 000 postes créés pour la scolarisation des 2 ans sur les 3 000 prévus.

Et surtout depuis la rentrée 2012, avec plus de 66 000 élèves supplémentaires, la création de 2 544 postes, hors « plus de maîtres », Rased et moins de 3 ans, n'a rien changé des conditions d'apprentissage au sein des écoles.

Quatrième tour de bonneteau : les places au concours ne sont pas des postes

Enfin ces créations d'emplois sont théoriques, encore faudrait-il que les postes soient tous pourvus. La résorption du déficit d'enseignant-es par le recours à des contractuel-les dans de nombreuses académies ne permet pas de regagner ces emplois.

Au final, le gouvernement aura recréé des postes d'enseignant-es stagiaires en nombre sur le quinquennat, mais à mi-temps. Ils auront surtout servi de moyens d'enseignement, bien loin de l'engagement d'une remise en place d'une

Les 60 000 postes, alors on les a ou on ne les a pas ?

formation de qualité avec a maxima un exercice à tiers temps sur le terrain.

Dans les écoles, largement moins de la moitié des postes prévus ont été créés sur les deux mesures phares, les plus de maîtres et la scolarisation des 2 ans, et les quelques 7 000 autres postes auront été pour partie absorbés par la hausse démographique.

Notre conception de la priorité accordée à la jeunesse, et au sein de celle-ci au primaire, est toute autre. Des choix politiques autres qu'un amoncellement de cadeaux fiscaux au patronat sont possibles et urgents pour investir massivement dans l'école, et faire qu'elle ne soit plus celle de la reproduction sociale.